

## Réunion du Groupe-Pays Niger

**14 janvier 2009**

### Dates à retenir en 2009

#### **Groupe Pays Niger**

10 février : Réunion du groupe-pays, suivie du comité de pilotage Aniya, siège de CUF

1<sup>er</sup>-03 avril : Assises de la coopération décentralisée, Niamey

#### **Cités Unies France**

21 janvier : Assemblée générale, Hôtel de Ville de Paris

12 mars : Conseil national, siège de Cités Unies France

#### **Africités**

1<sup>er</sup>-05 décembre 2009 : Sommet Africités V, Marrakech (Maroc)

## **Présents :**

### *Collectivités ou Comités de jumelage :*

André BUSSERY (Président p.i. du groupe-pays Niger et Juvisy-sur-Orge), Alain ROCH et Sophie DESMEUZES (Juvisy-sur-Orge), Stéphane VALLI et Emilie ROBERT (CCFG), Jean LE FLOC'H et Michèle PASTEUR (Conseil général des Côtes d'Armor), Chantal BOURVIC, Marie-Christine DELACROIX et Karine TRYSTRAM (Conseil général du Val de Marne), Corinne GALERNE et Fabrice TARRIT (Conseil général de l'Essonne), Gérard BUATOIS (Canton de Tournus/Conseil général de Saône-et-Loire), Céline PROST (Conseil général de Saône-et-Loire), Jérôme BOUQUET (SIVOA), Monique BRETONNIERE (Andrésy)

### *Cités Unies France :*

Direction : Bertrand GALLET, Nicolas WIT

Pôle Afrique : Constance KOUKOU, Tristan ROUTIER (sécurité alimentaire, étude Cités Unies France-Comité Français pour la Solidarité Internationale)

Mina de BEAUMONT et Ammi CISSÉ (stagiaires)

### *Institutions et autres organismes :*

Aminatou GAOH (Ambassade du Niger), Toussaint CARADEC (MAEE/DAECL), Lia CHEVALIER (Horizons Solidaires – Basse Normandie), Joseph SIMONS (ancien président commission coopération décentralisée du SIVOA),

## **Excusés :**

### *Collectivités ou Comités de jumelage :*

Michel FAURE et Françoise CHEPY (Conflans Sainte-Honorine), Jean-Louis BOY-MARCOTTE (Orsay - Dogondoutchi), Damien DESCOINGS (Conseil régional de Picardie), Danielle TOURÉ-ROBERGET et Julie VILLAIN (Eau Vive-Basse Normandie), Yves LE DRIAN (Conseil régional de Bretagne),

### *Cités Unies France :*

Astrid FREY (pôle Afrique)

### *Institutions et autres organismes :*

Pierre LAYE (MAEE/DPDEV)

## **1. Introduction générale, M. André Bussery, président p.i. du Groupe-Pays Niger**

André Bussery remercie les participants et rappelle l'ordre du jour de cette réunion :

- Evolutions récentes et perspectives des partenariats de coopération décentralisée ;
- Bilan général du colloque des 24 & 25 novembre 2008 à Juvisy-sur-Orge ;
- Suite à donner au dispositif concerté « Aniya » qui se termine le 30 juin 2009, à la lumière de l'évaluation de ce dispositif présentée le 25 novembre à Juvisy et lors de la réunion commune des comités de pilotages français et nigériens du 26 novembre 2008 au Conseil général du Val de Marne ;
- Préparation des assises de la coopération décentralisée prévues au Niger fin mars 2009 : attentes et préoccupations des collectivités françaises.

## **2. Actualités nigériennes**

- Au plan agricole : une récolte abondante, mais un niveau de prix des denrées qui reste élevé. On constate par ailleurs une grande disparité d'une région à l'autre.
- Au plan politique : le Président de la République briguerait un 3<sup>ème</sup> mandat, ce que la Constitution ne lui permet pas ; libération de prison début décembre du Président de la Communauté Urbaine de Niamey, président de l'Association des Municipalités du Niger qui, par ailleurs, vient d'être élu à Conakry président de la fédération africaine de lutte traditionnelle ; au Nord du pays, la situation reste difficile.
- Au plan économique : signature d'un important accord avec AREVA pour l'exploitation d'un nouveau gisement d'uranium. Cet accord prévoit des retombées financières significatives pour les collectivités du Nord.

## **3. Actualités des partenariats de coopération décentralisée**

Aperçu :

- Conseil général du Val de Marne : un des objectifs est de mieux communiquer auprès des Val de marnais sur les activités menées avec Zinder.
- Conseil général de l'Essonne : préparation en cours de la fête de la Solidarité Internationale fin juin en Essonne.
- Juvisy-sur-Orge : un programme de 360 000 euros à Tillabéri en 2008 (dont 200.000 € du SEDIF pour la réalisation de 9 forages réalisés). Le 20<sup>e</sup> anniversaire du jumelage avec Tillabéri a été célébré fin novembre. les cérémonies croisées d'anniversaire des jumelages ont pris fin. Une réflexion est en cours pour que la commune reprenne en direct une large part du rôle joué jusqu'ici par l'Association Juvisy-Tillabéri.
- Conseil général de Saône et Loire : une 1<sup>ère</sup> année de réalisations satisfaisante, avec un budget de 120 000 euros. Axes envisagés pour la 2<sup>nd</sup>e année : éducation, assainissement, santé, avec un budget de 150 000 euros ; le CG s'engage également au Bénin.
- Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA) : de nouveaux programmes sont étudiés autour des problèmes de maîtrise des eaux de ruissellement et de régénération des sols pour améliorer les productions alimentaires.
- Conseil général des Côtes d'Armor : budget de 250 000 euros en 2008. Le colloque de novembre a représenté un temps fort avec les maires nigériens. Les élus costarmoricaains devraient se rendre au Niger au moment des assises prévues fin mars.
- Conseil régional de Basse-Normandie : 5 communes se sont regroupées en association sur un programme d'eau et d'assainissement. Cités Unies France réitère sa proposition de participation de ces communes au groupe-pays Niger et plus largement aux activités de CUF.
- Communauté de Communes Faucigny Glières : un budget d'environ 120 000 euros dont 50 000 euros consacrés à la coopération hospitalière. 5 axes d'appui à la commune de Tera hormis la santé : éducation, assainissement, appui à la municipalité, développement économique, culture et échanges.

Préoccupations de plusieurs collectivités françaises (CG Côtes d'Armor, CCFG) sur les co-financements du MAEE concernant la coopération hospitalière et les projets santé : un secteur qui n'est plus pris en charge par la DAECL, transmis à l'AFD avec des rejets de dossiers traditionnellement cofinancés.

Plus généralement, les restrictions budgétaires nationales annoncées ne risquent-elle pas d'avoir des répercussions sur le versement de tranches accordées précédemment par les SGAR ?

Réponse DAECL : le FSP santé a effectivement été abandonné, et la ligne coopération décentralisée entamée de 15%. Toutefois, les engagements 2007-2008 devraient être intégralement tenus.

#### **4. Premier bilan du colloque de novembre 2008**

- André Bussery, Stéphane Valli et Bertrand Gallet remercient à nouveau la commune de Juvisy-sur-Orge, les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne, la Communauté de Communes Faucigny Glières pour leur contribution logistique à la réussite du colloque, ainsi que l'ensemble des collectivités et autorités françaises et nigériennes présentes.
- Nicolas Wit revient sur l'originalité et la richesse de la coopération décentralisée franco-nigérienne, de ses réalités et de ses projets. Est relevée également, la gêne ressentie par les participants de n'avoir pas pu disposer, lors du comité de pilotage mixte du 26 novembre, de documents de travail. Cités Unies France a pris note de la volonté clairement exprimée à Juvisy par les participants, d'une relance du groupe-pays Niger, occulté depuis plusieurs mois par la gestion administrative et financière du programme concerté.
- Une participation importante : 150 personnes dont 71 venant du Niger.
- Le bilan financier est en cours et sera présenté lors du prochain comité de pilotage Aniya. Les chiffres disponibles à ce jour sont les suivants : un budget global de 85000 euros dont 34000 de participation des collectivités françaises ; 50 000 € de transport international, 9 000 € d'hébergement, 11 000 € de restauration, 2000 € de frais divers (dont presse nigérienne). Le budget détaillé sera fourni lors du prochain comité de pilotage Aniya (fixé à l'issue de cette réunion au 10 février après-midi).
- Des débats denses, notamment sur le dispositif Aniya, devenu un enjeu aussi bien en France qu'au Niger par la place prise dans l'animation de la coopération décentralisée franco-nigérienne. Un compte-rendu du colloque est en cours. **Il est demandé aux collectivités ayant animé un atelier de fournir à la CCFG un compte rendu de cet atelier.**  
La CCFG indique qu'elle ne pourra pas rédiger un compte-rendu exhaustif du colloque. Elle proposera un résumé de quelques pages. Néanmoins, si une (ou plusieurs) collectivités françaises souhaitent retranscrire l'intégralité - ou seulement une partie (table ronde, etc.) - des débats, la CCFG et CUF pourront fournir les enregistrements sonores des échanges.
- A l'issue du colloque de plusieurs collectivités françaises ont reçu leurs partenaires nigériens sur leur territoire.

#### **5. Evaluation et perspectives du programme concerté Aniya**

**Le colloque de novembre avait pour principal objectif la présentation du rapport d'étape sur l'évaluation prospective du dispositif, par le bureau d'études ETIC Nord Sud.** *(le rapport provisoire, complété et amendé à l'issue du colloque, sera soumis simultanément aux collectivités françaises et nigériennes pour relecture, avec recueil des avis avant la prochaine réunion du comité de pilotage, le 10 février).*

**Plusieurs recommandations du colloque s'adressaient à Cités Unies France et aux collectivités françaises du groupe-pays Niger :**

- articuler l'animation d'Aniya avec celle du groupe-pays Niger de CUF ; relancer le groupe-pays ;
- s'orienter vers une plus grande souplesse administrative et financière côté français, à concilier avec un vif souhait de structuration côté nigérien.
- réfléchir à la meilleure manière de répondre à l'ampleur des attentes nigériennes

→ Il s'agit pour le groupe-pays Niger de débattre de ces différents points et de faire ressortir, sinon des décisions, du moins des orientations claires. De leur côté, les collectivités nigériennes feront de même. Une

mise en commun sera ensuite effectuée et des décisions prises à l'occasion des assises de la coopération décentralisée prévues à Niamey.

**5.a. Sur le cofinancement de la mutualisation en France**, la DAECL informe les participants que le MAEE a décidé de poursuivre son appui privilégié aux collectivités qui se regroupent au sein d'un même programme de coopération, qu'il s'agisse de projets annuels (cf. appel à projets 2009, date limite de dépôt 15 février) que de programmes triennaux (lancement de l'appel fin 2009).

**5.b. Sur le rôle spécifique de Cités Unies France**, sa direction en rappelle les fondamentaux :

- sa principale mission est l'accompagnement des collectivités françaises dans leur coopération
- l'appui global aux collectivités africaines est de la responsabilité des associations nationales africaines, des autorités et ministères de tutelle de chaque pays, de structures sous-régionales et continentales africaines telles que le Partenariat pour le Développement Municipal, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique.
- La coordination des actions sur le terrain reste prioritaire et devrait être constamment recherchée, sans toutefois priver les collectivités de leur autonomie.
- Cités Unies France encourage et promeut les programmes concertés, mais sous réserve qu'ils n'excluent pas, par leur intensité de gestion, les collectivités qui n'y participent pas, ni qu'ils n'occultent des réflexions approfondies, à mener au sein des groupes-pays.

**5.c. Sur les apports positifs, reconnus par tous, du dispositif Aniya :**

- la visibilité et la reconnaissance qu'il a permis d'apporter à la coopération décentralisée franco-nigérienne, qui suscite l'intérêt des pays voisins (cf. présentation à l'occasion des assises de la coopération décentralisée au Mali, Bamako, déc. 2008)
- la mise en confiance des élus nigériens concernés, auprès de leurs autorités de tutelle
- un appui technique et opérationnel aux collectivités nigériennes, anciennement comme nouvellement engagées dans la coopération, notamment en matière de FORMATION.
- l'augmentation importante du nombre de collectivités françaises et nigériennes en partenariat de coopération décentralisée.

**5.d. Sur les objectifs du dispositif à maintenir côté France comme côté Niger:**

L'objectif essentiel est celui de favoriser les échanges entre partenaires: échanges entre collectivités nigériennes (exemple: les journées sur l'assainissement d'août 2008) et entre collectivités nigériennes et françaises, sans mettre en cause l'autonomie de chaque coopération décentralisée. (Il est rappelé que le coût du dispositif ANIYA par chaque collectivité française représente entre 2 à 6% du coût total de sa coopération). Il s'agit de maintenir un "réseau", réseau d'autant plus apprécié des collectivités nigériennes que l'AMN arrive avec difficulté à remplir pleinement sa mission. Ce réseau suppose une organisation propre de nos partenaires nigériens, organisation à laquelle ils travaillent et un financement minimum venant de ses partenaires du Nord (en particulier de la France) pour faire vivre la structure nigérienne et permettre son fonctionnement.

**5.e. Sur l'organisation possible en France, plusieurs propositions sont débattues :**

- une distinction entre lieu de concertation et d'orientation (le groupe-pays), et lieu de gestion administrative et financière (le comité de pilotage, organisé en groupe technique).

- une ressource humaine en France, au sein de Cités Unies France, dédiée à la gestion administrative et financière de la mutualisation, sous réserve qu'un cofinancement de cette nature soit possible du MAEE. Expériences en cours au sein de CUF pour le groupe Tourisme responsable et le Réseau Palestine. Cette dernière expérience non retenue par les participants compte tenu de la spécificité du contexte palestinien.

➔ **la DAECL vérifie les modalités d'une telle option pour le groupe-pays Niger, sachant que le cofinancement de la première passe par une collectivité, la région Auvergne.**

- une ressource humaine au Niger, représentante sur place du groupe-pays, distincte et indépendante des autorités nigériennes centrales et locales et de l'Ambassade de France. L'articulation devra toutefois être assurée avec ces entités, autant qu'avec la structure qui serait mise en place par les collectivités nigériennes.

- une procédure sécurisée de transferts des fonds devra être mise en place pour minimiser les risques d'une concentration financière au niveau du représentant sur place.

- une recherche plus importante de mutualisation par zones géographiques, entre groupes-pays et par thème, au sein de CUF. → De tels modes d'action ont déjà lieu depuis quelques années et se poursuivent, particulièrement depuis 2006, avec la mise en place de groupes thématiques (Tourisme responsable), l'organisation ou la co-organisation de colloques et Journées de la Coopération Décentralisée, la réalisation d'études et la publication d'ouvrages (programmes européens, jeunesse, sécurité alimentaire, instruments juridiques, etc.). Concernant le continent africain, un travail collectif sera mené tout au long de l'année 2009 entre groupes-pays des pôles Afrique et Méditerranée, en préparation du sommet Africités devant se tenir du 1<sup>er</sup> au 05 décembre à Marrakech. Ce sommet représente, à chaque édition, un temps fort de la concertation, croissante, entre associations nationales de pouvoirs locaux africaines, en particulier à l'échelle sous-régionale.

→ Globalement, les membres du groupe-pays adhérents à Aniya réaffirment leur attachement à l'existence d'actions concertées, mises en oeuvre à l'échelle nationale (action sur tout le Niger et non à une échelle régionale), en particulier dans les domaines de la formation et de l'appui à la décentralisation. Ils réaffirment également leur volonté de poursuivre leur soutien au collectif des collectivités nigériennes en coopération décentralisée (moyens pour se rencontrer régulièrement, appui à une future association, etc.).

**5.f. Sur l'appui direct aux collectivités nigériennes**, l'Ambassade du Niger et les collectivités françaises s'inquiètent d'un arrêt brutal des formations et actions menées jusqu'alors au Niger grâce au dispositif Aniya, la DAECCL n'ayant pas pour mission d'appuyer financièrement et directement des collectivités étrangères.

→ Les collectivités nigériennes et l'Association des Municipalités du Niger pourraient être soutenues dans leur recherche de financements, au Niger, auprès des coopérations bilatérales et multilatérales (par exemple, Fonds Social de Développement de l'Ambassade de France, financements locaux de la Délégation de l'Union Européenne et multi-pays de la Commission européenne).

En outre, la création d'un centre de formation spécifique pour les collectivités territoriales au sein de l'ENAM a été décidée au Niger, pouvant permettre la continuité des formations dispensées par Aniya, tout autant que l'articulation avec les autres formations dispensées par d'autres partenaires techniques et financiers présents au Niger.

## **6. Assises 2009 de la coopération décentralisée à Niamey**

Au 14 janvier, deux dates sont avancées par l'Ambassade de France, en attente d'une réponse des autorités nigériennes :

- du 25 au 27 mars
- du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril.

Les collectivités françaises insistent sur l'importance de dates définitives leur permettant de s'organiser au plus tôt (disponibilité des élus, prix des billets d'avion, dispositions logistiques sur place, etc.).

*Actualisation au 31 janvier : l'annonce de la venue du Président de la République Française au Niger le 27 mars a modifié le calendrier des autorités françaises et nigériennes.*

### ***Dates définitives des assises : les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 avril 2009***

→ Questions posées :

- objectifs et contenu des assises, dont aucun préprogramme n'a été transmis à ce jour à Cités Unies France
- en dehors des décisions à prendre concernant le dispositif Aniya et de la restitution finale de l'évaluation, quelle distinction entre ces assises et le colloque de novembre ?
- des thèmes ont été effleurés en novembre pourront-ils être traités aux assises, tels que les modes de coopération, les échanges sud-sud, la politique française de coopération, etc.
- souhait qu'un compte-rendu du colloque soit disponible au moment des assises.
- la présence du Service de Coopération et d'Action Culturelle, initiateur de ces assises, est confirmée pour la prochaine réunion du groupe-pays Niger, qui portera principalement sur leur préparation.

**CETTE REUNION EST FIXEE AU 10 FEVRIER, DANS LES LOCAUX DE CUF.**

\*\*\*\*\*